

Wilmès: "On avait prévu que le déficit allait se détériorer"

■ Le déficit sera de 9,76 milliards d'euros en 2020, selon le Bureau du Plan. C'est 4,5 milliards de plus que prévu fin 2018...

Croissance économique limitée à 1,3% pour la Belgique en 2019 et en 2020. Cette projection du Bureau du Plan diffusée ce jeudi s'explique en grande partie par la dégradation de l'environnement conjoncturel international. Lequel n'a d'ailleurs peut être pas fini de diffuser ses relents négatifs.

Deux risques majeurs sont pointés par l'institution: une nouvelle escalade des différends commerciaux et un départ chaotique du Royaume-Uni de l'Union européenne. Ce ralentissement de la croissance, tangible depuis l'an dernier déjà, explique aussi pourquoi le Plan prévoit une croissance moins importante de l'emploi ces prochaines années (39 000 personnes en 2020). Mais le chiffre le plus important se trouve dans les annexes. Le déficit budgétaire, qui avait été divisé par 4 sous la législature précédente (à 0,7% du PIB fin 2018) remontera à 2,05% du PIB (476,7 milliards d'euros) en 2020, soit 9,76 milliards d'euros. Ce qui est bien plus que les 5,2 milliards et des poussières imaginés par la "suédoise" lors de la conception du budget 2020 (et 7 en 2021). "Oui, c'est vrai, mais nous avons déjà prévenu à l'époque qu'il y aurait détérioration du déficit", explique Sophie Wilmès, ministre du Budget (MR) en affaires courantes. "Par ailleurs, entre le moment où nous avons conclu ce projet de budget et aujourd'hui, des éléments sont venus aggraver la situation. D'abord, la facture des pensions entre 2018 et 2020 (compris) s'est ac-

crue de 4 milliards. Ensuite, la baisse de la croissance, sur deux ans, est de 0,6%, ce qui représente en gros un trou dans le budget de 2 milliards d'euros. Au départ, on tablait sur 1,6%. C'est désormais 1,3%, essentiellement en raison de l'environnement international qui s'est dégradé", explique la ministre. Sans compter tous les effets induits que cette baisse de croissance a sur d'autres facteurs économiques, comme la rentrée des cotisations, etc., qui pèsent naturellement sur les finances publiques.

Conscientisation politique

Et puis, ce fameux Pacte de Marrakech a coûté cher, finalement, puisque la chute du gouvernement a empêché la tenue du traditionnel conclave budgétaire de mars. "C'est vrai que d'habitude, on remet le train sur les rails lors d'un conclave, et ça n'a pas pu se faire. Cela dit, on doit aussi rappeler que certains gros projets d'investissement, comme le ring d'Anvers (Oosterweel), coûtent environ 700 millions d'euros en rythme de croisière par an. Ce n'est pas rien." De fait.

Tous comptes tenus, une facture de 10 milliards d'euros, ce n'est pas rien.

"Mais c'est bien pour cette raison que tous les acteurs concernés par les discussions pour la formation des gouvernements sont attentifs à la nécessité d'aboutir le plus rapidement possible, puisque, comme le rappelait la Commission ce mercredi, la poursuite des réformes socio-économiques est impérative, notamment dans le domaine de l'emploi. De même qu'investir et assainir les finances publiques. Et cela demande un gouvernement de plein exercice. Je suis rassurée d'entendre que les acteurs concernés se disent préoccupés par le socio-économique. C'est la leçon à retenir des tours de table avec les informateurs."

François Mathieu

"Plusieurs éléments expliquent que la situation s'est aggravée, dont la baisse de la croissance."

COMMENTAIRE

Un gouvernement, et vite. Cela urge

Par **François Mathieu**

Si ce n'est pas concerté, disons que le message n'en est que plus percutant. La Commission européenne avant-hier, le Bureau du Plan hier et aujourd'hui la Banque nationale de Belgique vont dans le même sens: il faut rapidement un gouvernement de plein exercice pour continuer le travail entamé ces dernières années. Les informateurs ont manifestement capté le message, insistant sur le fait que *"tous les acteurs concernés comprennent qu'il n'est pas possible de réitérer la situation de 2010-2011"*. C'est heureux. Mais ce sera mieux encore quand ce sera concrétisé. C'est que le déficit file du mauvais coton. Un dérapage de nos finances publiques n'est pas exclu ces prochaines années. Après avoir été réduit par quatre sous la précédente législature, le déficit budgétaire reprend une dangereuse courbe ascendante. Passons rapidement sur les raisons qui expliquent que le déficit sera de 10 milliards d'euros en 2020 – et de près de 14 milliards en 2024 ! Elles sont multiples. Certaines sont marquées du sceau de la "malchance" comme le déclin de la conjoncture mondiale depuis l'an dernier. D'autres sont plus pernicieuses, comme la fin du boom des versements anticipés, dopés par des changements réglementaires pendant deux ou trois ans. D'autres raisons sont automatiques: chaque année, la Belgique "prend" quelques milliards dans la vue en raison du coût du vieillissement de la population. Disons-le d'emblée: pour le 15 octobre, il faudra un projet de budget qui tienne la route, qui s'accompagne d'une feuille de route gouvernementale tout aussi solide. Plus on attend, plus la facture grimpera. Des mesures et des réformes sont nécessaires, pas forcément impopulaires. Notamment sur le marché du travail, en matière d'investissements, de coordination entre entités fédérées, etc. Plus on attend, plus l'impopularité des mesures à prendre gagnera en consistance. Avec les conséquences politiques qu'on imagine d'autant plus aisément qu'elles se sont partiellement matérialisées le 26 mai...